

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.622 du 24 février 2000

A.66.036/XIII-1324

En cause : 1. **BASTOGNE** Marc,
 2. **BASTOGNE** François,
 ayant tous deux élu domicile chez
 Me Pierre DEUTSCH, avocat,
 rue du Gros Médart 3
 1325 Chaumont-Gistoux,

 contre :

 la Région wallonne,
 représentée par son Gouvernement.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 octobre 1995 par Marc BASTOGNE et François BASTOGNE qui demandent l'annulation de l'arrêté du Ministre wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Equipeement et des Transports du 8 août 1995 rejetant le recours dirigé par le second requérant à l'encontre de la décision de la députation permanente du conseil provincial du Brabant du 29 septembre 1994, décision confirmant le refus de permis de bâtir relatif à la restauration de la toiture d'une maison située à Jodoigne, rue des Marchés, 3, cadastrée section G - 122d;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. QUINTIN, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 16 septembre 1999 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu le rapport de M. QUINTIN, premier auditeur chef de section, rédigé sur la base de l'article 14quater, § 1^{er}, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en ses observations, Me B. HENDRICKX, loco Me P. LAMBERT, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. QUINTIN, premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, le 4 octobre 1999, les requérants ont reçu le rapport de l'auditeur qui concluait au rejet du recours; qu'ils n'ont pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de ce rapport; qu'en application de l'article

21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,
ils sont présumés se désister de leur recours,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 8.000 francs,
sont mis à charge des requérants à concurrence de 4.000
francs chacun.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique
de la XIII^e chambre, le vingt-quatre février deux mille
par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.